



GUATEMALA ET BÉLIZE : DES ATTENTES FORTES DANS UN CONTEXTE D'ÉLECTIONS NATIONALES

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France - Mexique et pays d'Amérique centrale au Guatemala et au Belize

8 au 15 février 2020

Du 8 au 15 février, une délégation du groupe d'amitié France –Mexique et pays d'Amérique centrale, composée de M. Daniel Laurent, président, et de Mmes Sylvie Goy-Chavent et Élisabeth Lamure, vice-présidentes, s'est rendue au Guatemala puis au Belize.

I.- L'espoir d'une nouvelle ère au Guatemala

A – Une visite réalisée au lendemain de l'investiture d'un nouveau chef d'État

Élu en 2019 en tant que 51^e Président de la République du Guatemala, avec près de 58 % des suffrages, Alejandro Giammattei a pris ses fonctions le 14 janvier 2020, quelques semaines seulement avant l'arrivée de la délégation sénatoriale.



Entretien avec M. Guillermo Castillo, vice-président de la République du Guatemala.

L'élection de ce candidat conservateur, ancien directeur de prison, s'est jouée dans un contexte politique particulier. Les révélations concernant un possible financement illégal de la campagne électorale du président sortant Jimmy Morales, dont le passé d'humoriste, novice en politique, avait suscité l'espoir, ont

ouvert une véritable crise et contribué à un taux d'abstention massif. Face au sentiment de lassitude de la population, Guillermo Castillo, nouveau vice-président de la République, a présenté au groupe d'amitié les quatre piliers sur lesquels le gouvernement entend fonder son action pour donner une nouvelle impulsion au pays : le développement du tourisme, le renforcement des exportations, le soutien aux petites et moyennes entreprises, et la création d'emplois.

Le groupe d'amitié a émis l'espoir que ces différentes orientations contribuent à surmonter les graves difficultés que connaît le pays.

En dépit d'une croissance économique soutenue (plus de 3 % en moyenne par an depuis une dizaine d'années), 58 % des Guatémaltèques vivent en effet toujours avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Les inégalités demeurent très visibles dans le pays, pourtant première économie d'Amérique centrale (hors Panama), avec un produit intérieur brut (PIB) estimé à 80 milliards de dollars américains (USD). Les communautés mayas, éclatées en de multiples groupes linguistiques, sont sous-représentées aussi bien au niveau politique qu'économique et n'ont pas d'accès à des services de qualité (éducation, santé...), qui bénéficient à un petit nombre seulement de grandes familles aisées.

Ce sont également ces communautés indigènes qui sont les plus touchées par la dénutrition chronique. Selon les experts rencontrés par le groupe d'amitié, ce fléau frappe plus de 2 millions de personnes et près d'un enfant sur deux au Guatemala. À cet égard, le lancement d'une « grande croisade pour la nutrition », détaillée par le vice-président Guillermo Castillo, a reçu tout le soutien de la délégation sénatoriale.

La nouvelle équipe au pouvoir s'est par ailleurs montrée plus ouverte à la réflexion, dans les prochaines années, sur une réforme de la fiscalité, jusqu'à présent marquée par une forte réticence à l'impôt, et sur un accroissement de l'investissement public. Avec un déficit public estimé à 1,8 % du PIB, le Guatemala affiche un endettement public parmi les plus faibles de la région (24,8 % du PIB). L'initiative privée ne semble toutefois aujourd'hui plus à même de pouvoir répondre seule aux multiples besoins d'une population en très forte croissance (avec 17,3 millions d'habitants, le Guatemala est le pays le plus peuplé d'Amérique centrale).

Outre ces enjeux économiques et sociaux, l'insécurité demeure une source de préoccupation majeure pour le pays, même si le taux d'homicide a diminué au cours des dernières années, passant de 29,5 pour 100 000 habitants en 2016 à 21,8 en 2019. Le volontarisme du nouveau gouvernement, qui a rapidement décrété l'état de prévention dans plusieurs zones du pays et annoncé une professionnalisation des forces de l'ordre, laisse espérer un démantèlement des réseaux criminels. Le groupe d'amitié reste toutefois attentif à un éventuel rétablissement de la peine de mort, qui aurait été envisagé lors de la campagne du Président Giammattei.

La question des droits de l'Homme reste d'ailleurs un sujet sensible dans le pays. La délégation, qui a recueilli des témoignages d'intimidation de la part de représentants d'associations engagées en la matière, a appuyé le souhait d'une action forte en faveur de la défense des droits des femmes et des minorités, notamment indigènes. Plusieurs de ces associations ont dénoncé la décision de l'ancien président Jimmy Morales de ne pas renouveler, à compter de septembre 2019, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), soutenue par les Nations Unies. Cette organisation internationale indépendante, chargée d'assister les autorités guatémaltèques dans la lutte contre le crime organisé et la corruption, avait contribué à la détention de plusieurs dignitaires, dont les anciens présidents Álvaro Colom et Otto Pérez Molina. Soucieux que son héritage ne soit pas perdu, le groupe d'amitié s'est félicité de la création d'une nouvelle « commission présidentielle contre la corruption ».

B – Une volonté de renforcer le dialogue et la coopération bilatérale

Par sa visite, le groupe d'amitié a souhaité marquer sa volonté de renouer et renforcer le dialogue entre la France et le Guatemala, sa précédente mission dans le pays remontant à 2011.

Il a accueilli avec enthousiasme l'annonce, par la députée Sofia Hernández, première vice-présidente du conseil directif du Congrès de la République du Guatemala, de la création d'un groupe d'amitié Guatemala – France calqué sur le modèle français.

Les représentants nouvellement élus des différentes commissions du Congrès guatémaltèque, rencontrés par la délégation, ont fait part de leur souhait d'étudier, dans le cadre de ce futur groupe d'amitié, le fonctionnement des institutions françaises, estimant que leur pays pourrait s'en inspirer pour faire évoluer un système dont la complexité et le cadre réglementaire paralysent parfois l'adoption des réformes législatives.



Rencontre avec Sofia Hernández, première vice-présidente du conseil directif du Congrès de la République du Guatemala, et plusieurs députés, présidents de commissions

La perspective d'une accentuation des échanges économiques bilatéraux, évalués actuellement à 104,6 M€, a également été évoquée. Le vice-président Guillermo Castillo et les représentants du Congrès ont sollicité l'appui de la France afin que ses entreprises investissent davantage au Guatemala. Les moyens d'y accroître le nombre de touristes français (estimé à 20 000 par an) ont par ailleurs été étudiés. Le groupe d'amitié a estimé que le savoir-faire français serait de nature à répondre aux besoins guatémaltèques, en matière d'infrastructures de transports urbains notamment.

Enfin, la mission a conclu à l'importance de la coopération bilatérale en matière éducative, culturelle et scientifique. Le dynamisme de cette coopération a été salué par la délégation au terme de rencontres avec des membres de la communauté française établie dans le pays (958 Français inscrits au registre consulaire, dont plusieurs chefs de petites entreprises très impliqués dans les secteurs de la restauration et du tourisme), ainsi que lors des visites réalisées :



Visite du lycée Jules Verne

- au **Lycée français Jules Verne**, accueillant 1 300 élèves dont la scolarité bénéficie d'une double homologation et qui enregistrent 98 % de réussite au baccalauréat ;

- à l'**Alliance française de Ciudad de Guatemala**, dont la diversification des activités pédagogiques et artistiques contribue à la diffusion de l'enseignement du Français et permet à l'établissement de se relever d'une situation financière difficile ;

- à des **représentants du Centre d'études mexicaines et centraméricaines**, qui contribue à la diffusion des valeurs françaises par des débats d'idées et des échanges scientifiques et universitaires.



Entretien avec les représentants de l'Alliance française de Ciudad de Guatemala

Le service de coopération et d'action culturelle régional basé à San José (Costa Rica) et l'ambassade de France contribuent eux-mêmes activement à renforcer le rayonnement de la France dans le pays (première en 2019 du film *La Llorona* du réalisateur franco-guatemaltèque Jayro Bustamante à la Résidence de France, qui avait servi de lieu de tournage ; publication et lancement du *Petit Prince* en langue maya Kaqchikel ; etc.).

II.- Le Belize à la veille d'élections générales

La délégation s'est ensuite rendue au Belize, alors que le pays se prépare à des élections générales qui pourraient se traduire en novembre 2020 par un renouvellement des personnalités politiques au pouvoir, la Constitution interdisant en effet au Premier ministre Dean Barrow de se présenter pour un quatrième mandat.

A – Un processus de réconciliation attendu avec le Guatemala

Depuis son indépendance, le Guatemala revendique 11 000 km² du territoire du Belize.

L'enjeu est de taille : les terres concernées représentent près de la moitié de la superficie du Belize (23 000 km²), pays d'à peine 400 000 habitants et plus petite économie d'Amérique centrale avec un PIB de 1,91 Md USD, une croissance de l'ordre de 2 % et une dette publique s'élevant à 94 % du PIB en 2019.

Aux termes d'un accord conclu en 2008 sous l'égide de l'Organisation des États américains, Guatemala et Belize s'étaient engagés à soumettre à référendum la possibilité de porter leur contentieux devant la Cour internationale de justice (CIJ). Le processus était toutefois au point mort, après l'échec de l'organisation d'un référendum en 2013. Celui-ci a enfin pu être organisé en avril 2018 au Guatemala, puis en mai 2019 au Belize. 96 % des électeurs guatemaltèques et 55 % des électeurs béliziens se sont prononcés en faveur de la saisine de la CIJ.

Même s'il ne devrait pas être rendu avant plusieurs années, cet arbitrage de la CIJ, saisie le 12 juin 2019, ouvre la voie à un apaisement des tensions régulièrement constatées à la frontière des deux États, ce dont la délégation s'est réjouie.



Entretien avec Wilfried Elrington, ministre des Affaires étrangères

B – Des relations encore trop modestes avec la France

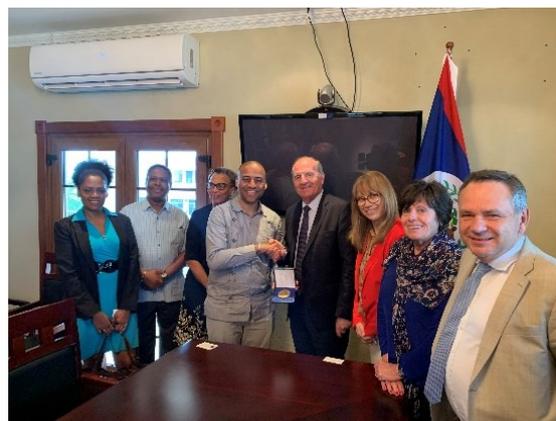
À la fois membre de la Communauté caribéenne (CARICOM) et du Système d'intégration centraméricain (SICA), le Belize et la France n'ont, pour l'heure, que des relations très limitées. Seuls 46 Français sont inscrits au registre consulaire au Belize. Les intérêts de la France y sont suivis par l'ambassade de France au Guatemala, et le Belize est représenté en France par son ambassadeur en résidence à Bruxelles.

Les échanges commerciaux entre les deux pays sont ténus : ils ont diminué de moitié pour s'établir à 5,2 M€ en 2018, du fait d'une très forte baisse des importations en provenance du Belize et d'une hausse des exportations françaises. Le Brexit pourrait néanmoins avoir pour effet d'inciter le Belize, membre du Commonwealth britannique, à rechercher un nouveau partenaire privilégié au sein de l'Union européenne. Le retrait du Belize, en novembre 2019, de la liste noire de l'UE des États non-coopératifs en matière fiscale pourrait à cet égard ouvrir de nouvelles perspectives d'échanges.

Le potentiel touristique du pays, principalement perçu par les États-Unis (70 % des touristes en sont originaires), semble encore insuffisamment exploité et mal connu en France. La délégation a estimé qu'il mériterait d'être davantage considéré par les investisseurs français, notamment dans le domaine des infrastructures hôtelières, insuffisantes et peu adaptées.

En outre, une réflexion pourrait être menée pour faciliter la délivrance des visas. En raison de l'absence de représentation diplomatique européenne au Belize, tout Bélizien souhaitant obtenir un visa de court séjour dans l'espace Schengen doit se rendre dans un pays tiers pour y déposer un dossier, ce qui ne facilite pas les relations bilatérales avec la France.

Le groupe d'amitié a par ailleurs apporté tout son soutien à la création d'une Alliance française au Belize, à l'initiative d'une compatriote expatriée. Ce projet, porté à la connaissance du Parlement du Belize, a été très favorablement accueilli par ses membres. L'enseignement du Français dans ce pays anglophone pourrait en effet permettre de favoriser les échanges et d'attirer davantage de touristes francophones.



Entretien avec Mme Laura Tucker-Longsworth, présidente de la Chambre des Représentants, M. Darrell Bradley, président du Sénat, Mme Isabel Bennett, sénatrice, et Rev. Ashley Rocke, sénateur

Enfin, la mission a permis d'envisager un renforcement des actions de coopération dans le domaine du développement durable. Le ministre de l'Environnement, Omar Figueroa, a manifesté un vif intérêt pour l'expertise française en matière de traitement des déchets notamment. Le phénomène des sargasses, objet d'une réelle préoccupation, a également été évoqué lors de la rencontre avec le groupe de travail dédié. La participation du Belize au prochain Forum organisé en Guadeloupe sur ce sujet est apparue à tous comme une nécessité.

Composition de la délégation

		
M. Daniel LAURENT Président délégué du groupe d'amitié Sénateur de la Charente-Maritime (Les Républicains)	Mme Sylvie GOY-CHAVENT Vice-Présidente du groupe d'amitié Sénatrice de l'Ain (Non inscrite)	Mme Elisabeth LAMURE Vice-présidente du groupe d'amitié Sénatrice du Rhône (Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_643.html